

Publications périodiques

Comptes annuels

La Banque Postale Financement

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 2 200 000 euros
Siège social : 1-3 avenue François Mitterrand 93200 Saint-Denis Cedex
487 779 035 R.C.S. Bobigny

Comptes sociaux au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2018

1. — Bilan au 31 décembre 2017

En K Euro

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016 proforma	31/12/2016
Caisse banques centrales		0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	1	391 440	387 304	0
Créances sur les établissements de crédit	2	503 412	315 693	315 693
Opérations avec la clientèle	3	4 832 423	4 734 146	4 734 146
Obligations et autres titres à revenu fixe	1	0	0	387 304
Actions et autres titres à revenu variable		0	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme		0	0	0
Parts dans les entreprises liées		0	0	0
Immobilisations incorporelles	4	6 070	7 224	7 224
Immobilisations corporelles	5	2 448	3 157	3 157
Autres actifs	6	3 303	2 725	2 725
Comptes de régularisation	7	14 226	11 866	11 866
Total de l'actif		5 753 321	5 462 115	5 462 115

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016 proforma	31/12/2016
Banques centrales		0	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	8	5 090 126	4 859 950	4 859 950
Opérations avec la clientèle	9	1 469	967	967
Dettes représentées par un titre		0	0	0
Autres passifs	10	32 208	40 782	40 782
Comptes de régularisation	11	1 140	893	893
Provisions	12	1 117	1 008	1 008
Dettes subordonnées		0	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux - FRBG		0	0	0
Capitaux propres hors FRBG	13	627 262	558 515	558 515
Capital souscrit		2 200	2 200	2 200
Primes d'émission		397 844	397 844	397 844
Réserves		220	220	220
Ecart de réévaluation		0	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement		0	0	0
Report à nouveau (+/-)		158 251	100 190	100 190
Résultat de l'exercice (+/-)		68 747	58 061	58 061
Total du passif		5 753 321	5 462 115	5 462 115

Une présentation proforma du bilan a été adoptée suite au reclassement des titres d'investissement OAT et CADES de la rubrique « Obligations et autres titres à revenus fixes » dans la rubrique « Effets publics et valeurs assimilées ».

Hors bilan social au 31 décembre 2017 (en keuros)

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
Engt donnés - financement	4.4	829 110	697 974
Engt donnés financement en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt donnés financement en faveur de la clientèle		829 110	697 974
Engt donnés - garantie		0	0
Engt donnés garantie en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt donnés garantie en faveur de la clientèle		0	0
Engt donnés - titres		0	0
Engt donnés - titres à livrer		0	0
Engagements reçus		0	0
Engt reçus - financement		0	0
Engt reçus financement en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt reçus financement en faveur de la clientèle		0	0
Engt reçus - garantie		0	0

Engt reçus garantie en faveur d'établissement de crédit		0	0
Engt reçus garantie en faveur de la clientèle		0	0
Engt reçus - titres		0	0
Engt reçus - titres à livrer		0	0

2. — Compte de résultat

(en K€)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Intérêts et produits assimilés	14	229 357	227 370
Intérêts et charges assimilés	15	-24 105	-32 989
Revenus des titres à revenu variable		0	0
Commissions - produits	16	31 925	29 587
Commissions - charges	16	-529	-511
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	17	16 231	13 640
Autres charges d'exploitation bancaire	18	-901	-646
PNB		251 979	236 451
Charges générales d'exploitation	19	-87 082	-83 539
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		-3 798	-3 846
Résultat brut d'exploitation		161 099	149 066
Coût du risque	20	-55 124	-54 799
Résultat d'exploitation		105 975	94 267
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		-256	-139
Résultat courant avant impôt		105 719	94 128
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices		-36 972	-36 067
Dotations nettes aux fonds pour risque bancaires généraux et aux provisions réglementées		0	0
Résultat net		68 747	58 061

3.— Affectation du résultat

Le résultat sera affecté en intégralité en « report à nouveau ». Le solde du « report à nouveau » après affectation du résultat sera de 226 998 K€.

4.— Annexes aux comptes sociaux au 31 décembre 2017

Annexes aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2017 dont le total du bilan avant répartition s'élève à 5 753 321 K€ et le résultat net dégage un profit de 68 747 K€.

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

La Banque Postale Financement (LBPF) a poursuivi au cours de l'exercice son activité de production et de distribution en bureau de poste ou à distance de crédits à la consommation en France.

Son offre est composée d'une gamme de prêts à taux fixe non affectés : prêts personnels (auto, projet, travaux et rachat), de prêts destinés à des clientèles plus ciblées (prêt étudiant, apprenti, intérimaire et prêt permis à 1€ par jour) et de crédits renouvelables.

La production 2017 de prêts personnels s'élève à 2,2 Mds€ pour un total de 220 215 contrats.

Le montant des demandes de fonds comptabilisées sur le crédit renouvelable au 31 décembre 2017 est de 189 M€.

En octobre 2016, un partenariat a été noué avec SOFIAP (filiale de La Banque Postale depuis 2014) pour la distribution de l'offre de crédit à la consommation LBPF en marque blanche. Ce projet a été mené en 2017 afin de permettre la distribution de cette offre en janvier 2018.

En parallèle, LBPF a poursuivi ses travaux visant à la digitalisation et l'automatisation de ses activités.

4.2 Notes sur les principes comptables

Les comptes de La Banque Postale Financement arrêtés au 31 décembre 2017 sont établis et présentés conformément aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit, telles que déterminées par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Titres d'investissement

La présentation des titres d'investissement OAT et CADES a été modifiée comparativement aux exercices antérieurs, d'où l'établissement de compte pro-forma 31/12/2016. Ces titres d'investissement étaient en effet historiquement inscrits dans la rubrique « Obligations et autres titres à revenu fixe » ; ils sont désormais classés dans la rubrique « Effets publics et valeurs assimilées ».

Provisions

Les provisions pour risques et charges sont constituées en vertu des dispositions du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif à la comptabilisation des passifs. Ces provisions sont destinées à couvrir des risques et des charges nettement précisés quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise ; leur constitution est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture, et à l'absence de contrepartie au moins équivalente attendue de ce tiers.

Autres informations

La Banque Postale Financement applique depuis 2009 le CRC 2009-03 (amendé par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014) relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours. Ces derniers font l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective des crédits.

La Banque Postale Financement octroie des indemnités de fin de carrière à ses salariés en vertu de la Convention Collective des Sociétés Financières. Les droits appliqués sont ceux associés au départ volontaire.

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Cette méthode d'évaluation se base sur un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

A ce titre, un engagement de 754 K€ a été comptabilisé au 31 décembre 2017 contre 731 K€ au 31 décembre 2016.

Informations relatives aux transactions entre parties liées

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers, de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Conformément aux règlements ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, il n'y a pas d'opérations au titre des parties liées qui soient d'une part conclues à des conditions anormales de marché ou d'autre part en dehors de toutes opérations avec les entreprises liées mentionnées dans les annexes détaillées par poste.

4.2.1 Effets publics et valeurs assimilées

Les titres d'investissement détenus sont des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance avec la capacité de financer leur portage sur cet horizon. En application de l'article 1221-2 du règlement ANC 2014-07, les titres d'investissement, considérés comme des effets publics, ont été reclassés au 31 décembre 2017 dans la rubrique « Effets publics et valeurs assimilées ».

Les titres d'investissement sont comptabilisés conformément à l'instruction CB 94-07. Ils sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat exclu. Le montant de la prime ou de la décote (différence entre prix d'acquisition coupon exclu et prix de remboursement) fait l'objet d'un échelonnement sur la durée de vie du titre selon la méthode actuarielle. Les intérêts courus de la période sont comptabilisés à l'actif dans des comptes de créances rattachées et en produits au compte de résultat.

Le solde de cette rubrique s'élève à 391 440 K€ contre 387 304 K€ au 31 décembre 2016.

4.2.2 Créances sur les établissements de crédit

Les sommes inscrites sous cette rubrique correspondent aux comptes à vue de La Banque Postale Financement ouverts auprès de La Banque Postale.

4.2.3 Prêts et créances sur la clientèle**Encours clientèle**

Les créances clients comptabilisées au 31 décembre 2017 sont constituées de crédits amortissables non affectés et de crédits renouvelables.

Au bilan, les encours clients se répartissent en encours sains ainsi qu'en encours incidentés, douteux, douteux compromis et fraudes.

Les encours sains regroupent le montant total des crédits souscrits par les emprunteurs, dès lors qu'ils ne portent pas de risque de crédit avéré. Au 31 décembre 2017, les encours sains représentent 3 982 M€ sur un total global de 5 028 M€.

Les créances à la clientèle sont comptabilisées à leur valeur nominale en application du règlement ANC 2014-07. Les intérêts courus de la période sont comptabilisés à l'actif dans des comptes de créances rattachées et en produits au compte de résultat.

(i) Les dossiers qui ne portent pas de risque de crédit avéré au sens défauts bâlois sont identifiés comme :

- Encours sains,
- Encours incidentés : pour rappel, il s'agit des dossiers qui présentent un premier impayé ou dépassement du plafond de moins de 90 jours, les dossiers restructurés en période probatoire supérieure à 12 mois et les contrats faisant l'objet d'une contagion tiers sensible.

(ii) Les encours sont identifiés comme douteux ou douteux compromis dès lors qu'ils présentent en fin de mois un risque de crédit avéré (probabilité que les dispositions contractuelles initiales ne soient pas respectées) :

– **Encours douteux** : il s'agit des dossiers qui présentent les caractéristiques suivantes : premier impayé de plus de 90 jours, dossiers ayant fait l'objet d'une restructuration, les restructurés en période probatoire inférieure à 12 mois, dossiers en période probatoire après régularisation de tous les impayés depuis moins de 60 jours, ou des dossiers faisant l'objet d'une contagion tiers (douteux ou douteux compromis) ayant été contagionnés par le tiers vers les contrats détenus par le client.

– **Encours douteux compromis** : il s'agit des dossiers dont la déchéance du terme est prononcée par les gestionnaires de manière individuelle. Les impayés et le capital restant dû sont alors exigibles.

Trois catégories de dossiers sont identifiées : les dossiers contentieux (non soumis à une procédure Banque de France), les dossiers surendettés (dossiers pour lesquels un plan de surendettement a été mis en place, en cours d'exécution, et qui présente de nombreux impayés) et les dossiers surendettés en moratoire (dossiers pour lesquels la Commission de Surendettement a décidé de geler la dette).

Les intérêts sur encours douteux sont comptabilisés conformément aux termes du contrat et entrent dans la base du calcul de la dépréciation probable. Lors du transfert en encours douteux compromis, la comptabilisation des intérêts cesse.

Le classement en encours douteux est abandonné et l'encours est de ce fait porté à nouveau en encours sains ou incidentés, lorsque :

- la période probatoire douteuse arrive à son terme,
- les dossiers à l'origine de la contagion tiers sont également reclassés en encours sains ou incidentés lorsque le tiers n'est plus contagionné.

Pour les encours douteux compromis, la créance devient immédiatement et totalement exigible, il n'y a plus de possibilité de reclassement en encours sains.

(iii) Encours fraudes : il s'agit des dossiers faisant l'objet d'une fraude avérée et présentant au moins un premier impayé de moins de 30 jours.

(iv) La Banque Postale Financement ne distribue pas de microcrédit.

Constitution des provisions

En fin de mois les encours incidentés, douteux, douteux compromis et fraudes font l'objet d'une dépréciation selon les règles suivantes :

- pour les encours fraudes présentant au moins un premier impayé de moins de 30 jours, 100% de l'encours (capital et intérêts) est déprécié,
- pour les encours incidentés, douteux et douteux compromis, la dépréciation est constituée sur la base d'une méthode statistique, qui repose sur des constatations historiques.

L'espérance de récupération sur les encours incidentés, douteux et douteux compromis fait l'objet d'une actualisation.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer cette charge complémentaire est le taux moyen pondéré des dossiers de chacune des catégories de déclassement (incidentés, douteux et douteux compromis).

Un produit de désactualisation est également comptabilisé.

4.2.4 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition, augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti, c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur. Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée de vie économiquement attendue du bien, il n'est pas retenu de valeur résiduelle.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

Les projets sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie attendue du bien pour l'entreprise, selon son propre rythme de consommation estimé des avantages économiques. Les durées d'amortissements généralement retenues sont les suivantes :

- agencements et installations	5 ans
- mobilier	10 ans
- matériel de bureau et informatique	3 ans.

4.2.5 Résultat fiscal

Dans un arrêt du 10 mai 2017 (CE, 10 mai 2017 n°385218, CRCAM du Centre-Ouest), le Conseil d'Etat a jugé que les provisions pour actualisation sur encours douteux calculées conformément à l'article 13 du règlement n°2002-03 du 12/12/2002 du CRC modifié par le règlement n°2005-03 du 3/11/2005 et par le règlement n°2007-06 du 14/12/2007, sont déductibles fiscalement.

Cette disposition a été prise en compte dans la détermination du résultat fiscal 2017 et a permis de réaliser une économie d'Impôts sur les Sociétés de 1 875 K€.

4.3 Notes sur le bilan

Note 1 : Effets Publics & Valeurs assimilées

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Titres d'investissement CADES et OAT	384 367	379 567
Décote / Surcote sur titres d'investissement CADES et OAT	1 747	1 664
Créances rattachées sur titres d'investissement CADES et OAT	5 326	6 073
Total	391 440	387 304

Durée restant à courir au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1 an	> 1 an à <= 2 ans	> 2 ans à <= 5 ans	> 5 ans	Total
Obligations CADES et OAT	-	42 477	37 420	111 885	199 657	391 440
Total	-	42 477	37 420	111 885	199 657	391 440

Note 2 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Comptes à vue	503 218	315 489
Comptes et prêts à terme	-	-
Créances rattachées	194	204
Total	503 412	315 693

Durée restant à courir au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1 an	> 1 an à <= 2 ans	> 2 ans à <= 5 ans	> 5 ans	Total
-----------------------	-----------	-----------------------	----------------------	-----------------------	---------	-------

Comptes à vue	503 218					503 218
Comptes et prêts à terme						-
Créances rattachées	194					194
Total	503 412	-	-	-	-	503 412

Note 3 : Opérations avec la clientèle

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Encours sains et incidentés	4 666 251	4 544 588
Créances saines rattachées	2 670	5 945
Encours douteux, compromis et fraudes *	371 014	362 850
Créances douteuses rattachées	1 399	1 390
Provisions sur créances clients et fraudes	- 184 882	- 158 844
Provisions actualisations	- 24 028	- 21 783
Total	4 832 423	4 734 146

* Dont 161 588 K€ d'encours douteux au 31/12/2017 contre 188 031 K€ au 31/12/2016.

Durée restant à courir au 31 décembre 2017

(En milliers d'euros)	<= 3 mois	> 3 mois à <= 1 an	> 1 an à <= 2 ans	> 2 ans à <= 5 ans	> 5 ans	Total
Encours sains et incidentés	266 822	1 197 857	1 271 211	1 615 834	314 528	4 666 251
Créances saines rattachées	2 052	197	223	189	9	2 670
Encours douteux, douteux compromis et fraudes *	371 014					371 014
Créances douteuses rattachées	1 399					1 399
Provisions sur créances clients et fraudes	- 184 882					- 184 882
Provisions actualisations	- 24 028					- 24 028
Total	432 376	1 198 054	1 271 434	1 616 023	314 536	4 832 423

Tableau de variation des dépréciations

(En milliers d'euros)	31-déc.-16	Dotations	Reprises	31-déc.-17
Provisions sur créances clients et fraudes	- 158 844	- 184 882	158 844	- 184 882
Provisions sur actualisations	- 21 783	- 5 307	3 061	- 24 028
Total	- 180 627	- 190 188	161 905	- 208 910

Note 4 : Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Valeur brute	30 328	29 231
Amortissements	- 24 258	- 22 007
Total Valeur nette	6 070	7 224

Tableau de variation des immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/16	Augmentation, acquisition de l'exercice, virement de poste à poste	Cessions de l'exercice	Diminution, Virement de poste à poste	Valeur brute au 31/12/17
Immobilisations incorporelles	29 231	1 897	800	-	30 328
Total Valeur brute	29 231	1 897	800	-	30 328

Tableau de variation des amortissements sur immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros)	Amortissements au 31/12/16	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements de l'exercice
Amort. des immobilisations incorporelles	22 007	2 795	544	24 258
Total Amortissements	22 007	2 795	544	24 258

Note 5 : Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Valeur brute	8 082	7 787
Amortissements et provisions	- 5 634	- 4 630
Total Valeur nette	2 448	3 157

Tableau de variation des immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Valeur brute au 31/12/16	Augmentation, acquisition de l'exercice, virement de poste à poste	Cessions de l'exercice	Diminution, Virement de poste à poste	Valeur brute au 31/12/17
Installations générales, agencements, aménagements divers	3 898	43	-	86	3 855

Matériel informatique	1 740	236	-	-	1 976
Mobilier	2 149	102	-	-	2 251
Travaux en cours	-	-	-	-	-
Total Valeur brute	7 787	381	-	86	8 082

Tableau de variation des amortissements sur immobilisations corporelles

(En milliers d'euros)	Amortissements au 31/12/16	Dotation de l'exercice	Reprises de l'exercice	Amortissements de l'exercice
Amort. des installations généré., agencements, aménagements div.	2 406	411	-	2 817
Amort. du matériel informatique	1 267	334	-	1 600
Amort. du mobilier	958	259	-	1 217
Total Amortissements	4 630	1 004	-	5 634

Note 6 : Autres actifs

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Fournisseurs	65	23
Clients	664	383
Personnel	227	183
Dépôts et cautions versées	491	491
Assurances	1 072	987
Etat	784	658
Crédit de TVA	-	-
Total	3 303	2 725

Note 7 : Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Charges constatées d'avance	1 394	1 031
Produits à recevoir	12 831	10 835
Régularisations diverses	-	-
Total	14 226	11 866

Note 8 : Dettes envers les établissements de crédits

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Emprunts à terme	5 080 000	4 846 000
Dettes rattachées	10 126	13 950
Total	5 090 126	4 859 950

Note 9 : Opérations avec la clientèle (passif)

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Autres sommes dues	1 469	967
Total	1 469	967

Note 10 : Autres passifs

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Fournisseurs et comptes rattachés	16 338	16 510
Personnel et comptes rattachés	10 215	10 091
Etat et comptes rattachés	2 307	11 036
Assurances	3 348	3 145
Total	32 208	40 782

Note 11 : Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Produits constatés d'avance	479	453
Autres	661	440
Total	1 140	893

Note 12 : Provisions

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Provisions pour risques et charges	363	277
Provisions pour indemnités retraite	754	731

Total	1 117	1 008
-------	-------	-------

(En milliers d'euros)	Provisions				
	31/12/2016	Dotation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2017
Provisions pour risques et charges	277	224	116	22	363
Provisions pour indemnités retraite	731	123		100	754
Total	1 008	347	116	122	1 117

Note 13 : Capitaux propres (hors FRBG)

Le capital social de La Banque postale Financement d'un montant de 2 200 000 euros est divisé en 440 000 actions d'une seule catégorie entièrement libérées.

Répartition du capital		
	Nombre parts	%
La Banque Postale	286 000	65,0000%
Société Générale	3	0,0007%
SG Financial Services Holding	153 997	34,9993%
	440 000	100,0000%

(En milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission et d'apport	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Capitaux propres hors FRBG
Capitaux propres au 31/12/2016 (avant affectation du résultat)	2 200	397 844	220	-	100 190	58 061	558 515
Affectation du résultat 2016					58 061	- 58 061	-
Résultat 2017				-		68 747	68 747
Total Capitaux propres au 31/12/2017 (avt affect. du résultat)	2 200	397 844	220	-	158 251	68 747	627 262

4.4 Note sur le hors bilan

Les engagements de financement en faveur de la clientèle au 31/12/2017 sont comptabilisés pour un total de 829 110 K€, contre 697 974 K€ au 31/12/2016. Cette hausse s'explique par la progression du nombre de contrats de crédit renouvelable mis en force en 2017.

Il y a ainsi :

- 8 091 K€ en prêt personnel représentant uniquement les dossiers acceptés et non encore décaissés.
- 821 019 K€ en crédit renouvelable représentant la totalité des fonds disponibles (réserves disponibles non utilisées ouvertes aux clients).

4.5 Notes sur le compte de résultat

Note 14 : Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	219 647	216 512
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	9 710	10 858
Total	229 357	227 370

Note 15 : Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Opérations avec les établissements de crédit	16 333	25 484
Opérations sur obligations et autres titres à revenu fixe	785	806
Commissions de montage (apport réseau)	6 987	6 699
Total	24 105	32 989

Note 16 : Commissions

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Commissions sur opérations avec la clientèle	199	201
Commissions d'assurance	31 727	29 386
Total commissions produits	31 925	29 587

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Commissions bancaires	529	511
Total commissions charges	529	511

Note 17 : Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Subventions	21	20
Autres produits	3 464	2 820

Participation aux bénéfices Assurance	12 746	10 800
Total	16 231	13 640

Note 18 : Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Autres charges	901	646
Provision sur risques	-	-
Total	901	646

Note 19 : Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Salaires	22 237	21 959
Charges sociales	8 348	8 283
Personnel détaché et intérimaire	2 128	2 060
Loyers et charges locatives	4 246	4 316
Maintenance informatique	2 633	3 120
Prestations informatique	11 742	10 855
Honoraires	8 440	5 093
Catalogues et imprimés	928	511
Publicité	7 593	9 075
Frais postaux et de télécom	4 062	3 959
Impôts et taxes	7 790	7 295
Autres charges d'exploitations	6 937	7 013
Total	87 082	83 539

Note 20 : Coût du risque

(En milliers d'euros)	31-déc.-17	31-déc.-16
Provisions sur créances douteuses et fraudes	26 038	29 571
Provisions actualisations	5 307	5 980
Passages en perte (nets de récupérations sur créances amorties)	23 779	19 248
Total	55 124	54 799

Les reprises sur créances amorties représentent 686 K€ en 2017 (contre 432 K€ en 2016).

4.6 Autres informations

4.6.1 Rémunération des organes d'administration, de direction et de surveillance

Le 8 mars 2017, le comité des rémunérations s'est prononcé sur le montant de part variable des membres du Directoire, après examen de l'atteinte des objectifs fixés en février 2016 par le Conseil de surveillance et a fixé la rémunération fixe annuelle brute des membres du Directoire, après concertation avec la Banque Postale et la Société Générale.

Conformément aux statuts, le Conseil de surveillance a approuvé, lors de sa séance du 14 mars 2017, à l'unanimité, le montant de la part variable et l'évolution de la rémunération fixe annuelle brute des membres du Directoire.

Suite au changement de Directeur Général au cours de l'exercice 2017, Monsieur Stéphane LAROCHE ayant été remplacé par Madame Cécile LE BON, le comité des rémunérations du 5 juillet 2017 s'est également prononcé sur la rémunération fixe annuelle brute, le montant de la part variable et les avantages en nature de Madame Cécile LE BON.

Conformément aux statuts, la rémunération de Madame Cécile LE BON en qualité de Directeur Général de la Banque Postale Financement a été soumise et approuvée par le conseil de surveillance du 12 juillet 2017.

Au titre de leur mandat au sein du conseil de surveillance de la Banque Postale Financement, les membres du conseil de surveillance n'ont perçu aucune rémunération.

4.6.2 Effectifs au 31 décembre 2017

	2017	2016
Cadres La Banque Postale Financement	156	152
Non cadres La Banque Postale Financement	344	334
Cadres détachés	4	4
Non Cadres détachés	-	-
Total	504	490

Ces chiffres reprennent la totalité des contrats (CDI/CDD), que les effectifs soient présents ou non (maternité, suspension...).

4.6.3. Utilisation du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Le CICE a pour objet, en diminuant le coût du travail des salariés rémunérés jusque 2,5 SMIC, d'améliorer la compétitivité des entreprises et ainsi leur permettre de

réaliser des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement. Pour La Banque Postale Financement, le montant notifié en 2017 au titre de l'exercice 2016 est de 657 978 €.

Pour poursuivre son développement La Banque Postale Financement a décidé d'affecter cette somme essentiellement à :

- L'engagement en faveur de la formation (60% du montant du CICE), en particulier :
 - lors de l'intégration des nouveaux collaborateurs du Centre de Relation Clients,
 - dans le cadre de l'accompagnement effectué par les chargés de développement LBPF auprès des conseillers du Réseau La Poste, en appui notamment du déploiement de la délégation d'octroi,
 - enfin, au titre du développement personnel et de la préparation au projet professionnel dans le prolongement des chantiers transverses et plus particulièrement le chantier 9 mobilité/évolution professionnelle.
- L'engagement en faveur du développement de l'activité de LBPF, avec notamment :
 - les travaux de refonte de notre Outil d'Aide à la Décision (OAD) (20% du montant du CICE, investissements informatiques) :
 - en lien, d'une part, avec le déploiement de la Délégation d'octroi dans le Réseau La Poste
 - d'autre part, le nouvel OAD nous permet de mieux analyser les motifs de refus, de croiser les scores d'octroi, ... afin d'optimiser notre phase de souscription des crédits,
 - la refonte de notre EVI (20% du montant du CICE, investissements informatiques), en mettant à disposition de nos clients préférant la souscription par le canal internet, un outil adapté.

4.6.4. Intégration fiscale

La Banque Postale Financement n'est pas intégrée fiscalement.

4.6.5 Société consolidante

La Banque Postale Financement est consolidée au 31 décembre 2017 par intégration globale dans les comptes de La Banque Postale (SA à directoire et conseil de surveillance. 115 rue de Sèvres - 75275 Paris Cedex 06. RCS Paris n°421 100 645) et par mise en équivalence dans les comptes de La Société Générale (SA. 29 BOULEVARD HAUSMANN - 75009 PARIS - R.C.S. PARIS 552 120 222).

4.6.6 Honoraires des Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2017

Les honoraires des commissaires aux comptes comptabilisés sur l'exercice 2017 s'élèvent à 730 K€.

Le montant se répartit comme suit :

- Cabinet PricewaterhouseCoopers Audit : 436 K€ au titre de la mission de commissariat aux comptes (dont 281 K€ correspondant aux travaux complémentaires liés à la mise en place de la norme IFRS 9).
- Cabinet KPMG : 294 k€ au titre de la mission de commissariat aux comptes (dont 139 K€ correspondant aux travaux complémentaires liés à la mise en place de la norme IFRS 9).

4.6.7 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

5.— Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'attention de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société La Banque Postale Financement S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

- *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Estimations comptables relatives au provisionnement des risques de crédit

Votre société comptabilise des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (partie 4.2.2, note 3 de la partie 4.3 et note 20 de la partie 4.5 de l'annexe). Dans le cadre de notre appréciation de ces estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, et sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à examiner le dispositif de contrôle, mis en place par la direction, relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations.

Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil de surveillance et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise des informations requises par les articles L.225-37-3 et L.225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-37-3 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil de surveillance.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense, 27 avril 2018

KPMG S.A.
Marie – Christine Jolys
Associée

Les commissaires aux comptes

Neuilly-sur-Seine, le 27 avril 2018

PricewaterhouseCoopers Audit
Jean – Pierre Bouchart
Associé

6. — Rapport de gestion

Lieu de mise à disposition du rapport de gestion de La Banque Postale Financement : siège social de la société sis 1-3 avenue François Mitterrand, 93200 Saint-Denis.